

FITCH, J. Samuel. *The Armed Forces and Democracy in Latin America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 284 p.

Hugo Loiseau

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704072ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704072ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Loiseau, H. (1999). Compte rendu de [FITCH, J. Samuel. *The Armed Forces and Democracy in Latin America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 284 p.] *Études internationales*, 30(3), 628–630.
<https://doi.org/10.7202/704072ar>

Growth auraient permis de démontrer l'aspect relationnel de la géographie politique de Hong Kong. Néanmoins, il faut féliciter la contribution de Mioche. Son essai est une réussite et offre une perspective originale à la compréhension de la problématique hongkongaise.

Claude COMTOIS

Centre d'Études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal

AMÉRIQUE LATINE

The Armed Forces and Democracy in Latin America.

FITCH, J. Samuel. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 284 p.

L'étude du pouvoir des militaires dans les nouvelles démocraties constitue déjà un corpus important en science politique. Or, renouveler un corpus aussi important est une tâche peu aisée. C'est justement à cette tâche que s'est attardé J. Samuel Fitch dans son ouvrage *The Armed Forces and Democracy in Latin America*. Ce livre est le résultat de douze années de travail sur les relations civilo-militaires dans les nouvelles démocraties latino-américaines. Toutes ces années de travail dans le but de mettre à jour et d'étendre les connaissances à propos de la relation entre les forces armées et les régimes démocratiques post-transitionnels en Amérique latine.

L'auteur se pose de multiples questions pour tenter de cerner précisément ce qui constitue une relation civilo-militaire démocratique en Amérique latine. Par exemple, au niveau empirique, il cherche à savoir quels sont les modèles schématiques

(*patterns*) d'autonomie/subordination qui existent entre les militaires et les responsables civils et surtout comment ces *patterns* ont évolué depuis la transition démocratique. De plus, il s'interroge à savoir dans quelle mesure le contrôle démocratique des forces armées a été consolidé, institutionnalisé ou détourné. Au niveau législatif, la question principale du livre est de savoir comment promouvoir un contrôle démocratique effectif des forces armées dans une région historiquement et structurellement habituée à une forte autonomie politique des militaires.

Pour atteindre ces buts et répondre à ces nombreuses questions, l'auteur a interviewé jusqu'à 150 officiers des armées équatorienne et argentine sur leur perception du rôle des militaires dans la vie politique démocratique. L'Argentine et l'Équateur constituent d'ailleurs les deux études de cas principales du livre. Par contre, afin d'éviter les travers habituels de la littérature, selon les mots de l'auteur, les deux études de cas sont remises dans un contexte régional. Plus particulièrement, J.S. Fitch analyse les relations civilo-militaires dans la région des Andes (au Pérou et en Équateur), en Amérique centrale (au Guatemala et au Honduras) et dans le Cône sud (au Brésil, au Chili et en Argentine).

J.S. Fitch réfute d'entrée de jeu la thèse de S. Huntington qui indique que la professionnalisation des armées les mène à un contrôle civil. Il étaye son argumentation en signalant que la culture politique et les conditions structurelles typiquement latino-américaines encouragent une professionnalisation politisée des armées,

c'est-à-dire l'antithèse du contrôle civil objectif. De ce fait, l'élaboration d'une relation civilo-militaire démocratique en Amérique latine doit tenir compte du contexte qui prévaut dans la région. Suivant ce principe, l'auteur propose un modèle normatif ainsi qu'une typologie des différents *patterns* de relations civilo-militaires latino-américaines. Par la suite, l'auteur poursuit son propos en se concentrant sur les reliquats de la doctrine de sécurité nationale des années 1960-1970 hérités par les gouvernements civils actuels. Il démontre que plus d'une dizaine d'années après la transition démocratique, cet héritage demeure encore très présent.

Il remarque cette présence grâce à trois conditions qui permettent de déterminer la présence ou l'absence d'une relation civilo-militaire démocratique et d'un régime politique réellement démocratique. Ces conditions sont : 1) la subordination des militaires au régime politique démocratique, 2) le contrôle législatif des militaires par les autorités constitutionnellement désignées et 3) l'imputabilité des militaires devant la loi. À partir de ces trois conditions, l'auteur dégage quatre types de relations civilo-militaires et de régimes qui existent en Amérique latine. Il s'agit premièrement du régime politique contrôlé par les militaires. Il y a deuxièmement le régime sous la tutelle des militaires au sein duquel ces derniers ont une influence directe et indirecte sur le régime alors que les autorités civiles ont peu de contrôle législatif sur les militaires. Il y a troisièmement le régime de subordination conditionnelle dans lequel les militaires possèdent une influence indirecte et limitée sur le régime alors que les civils contrôlent

législativement l'institution militaire de manière limitée. Enfin, il y a le régime politique démocratique où les civils ont le contrôle législatif complet sur les militaires.

La conclusion principale du livre *The Armed Forces and Democracy in Latin America* est que la réalité des relations civilo-militaires en Amérique latine est encore plus variée d'un pays à l'autre que ce que bon nombre d'auteurs avaient pu le remarquer auparavant. Il faut ajouter, de plus, que cette réalité évolue à travers le temps plutôt que d'être fixée par les conditions structurelles et par la nature de la transition démocratique respective à chaque pays. De ce fait, J.S. Fitch formule aux responsables américains et latino-américains une série de recommandations qui visent à tenir compte de l'ensemble de ces contrastes dans leurs futures interventions à propos des relations civilo-militaires dans la région.

La principale critique qui peut être formulée à l'endroit de ce livre est le fait que l'auteur n'apporte rien de réellement nouveau à l'étude des relations civilo-militaires latino-américaines tant au niveau théorique qu'au niveau empirique. Le lecteur intéressé aux relations civilo-militaires en Amérique latine demeure quelque peu sur sa faim. Cette impression est accentuée par la grande différence entre les questions et les buts de l'auteur annoncés en introduction et les trop brèves conclusions du livre. Celles-ci sont, en somme, un assemblage des conclusions déjà énoncées par de nombreux autres auteurs et experts depuis le début de la décennie 1990. Toutefois, la vertu du livre de J.S. Fitch est de synthétiser et de

schématiser la littérature sur le sujet d'une excellente manière et c'est pour-quoi j'en recommande la lecture.

Hugo LOISEAU

Étudiant au Doctorat
Département de science politique
Université Laval, Québec

CANADA

The Gaullist Attack on Canada. 1967-1997.

BOSHER, J.F. Montréal, McGill-Queens
University Press, 1998, 343 p.

Cet ouvrage d'un historien canadien anglophone spécialiste de l'histoire de la France moderne et de la Nouvelle-France utilise un ton et un vocabulaire inhabituels pour un ouvrage universitaire. L'auteur sent le besoin, dans sa préface, d'avertir le lecteur que l'ouvrage n'est pas l'œuvre d'un ennemi de la France ou l'expression de préjugés. Il présente les gestes de sympathie à l'égard des indépendantistes du Québec comme inspirés par une ambition impériale de de Gaulle et de ses successeurs qui débordent largement le cadre québécois et canadien. L'ouvrage est aussi une critique de la personnalité de de Gaulle et de l'idéologie gaulliste.

La première partie du volume, intitulée l'assaut gaulliste contre le Canada, montre l'implication d'agents gaullistes au Québec dès le début des années 1960. L'événement culminant de ces attaques est le « Vive le Québec libre » lancé par de Gaulle lui-même du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le 24 juillet 1967. L'auteur affirme que le geste, de même que l'ensemble du voyage, ont été soigneusement planifiés, dans le but de leur donner

un maximum d'éclat et de rendre l'insulte à l'égard du gouvernement canadien encore plus flagrante : le nom du navire, *Le Colbert*, l'arrêt à Saint-Pierre et Miquelon, vestige de l'ancien empire français en Amérique du Nord, le débarquement à l'Anse-au-Foulon d'où Wolfe entreprit sa conquête des Plaines d'Abraham. Compte tenu des dispositions de de Gaulle à l'égard du Canada anglais et de la Confédération, l'auteur doute même qu'il ait eu au départ l'intention de se rendre jusqu'à Ottawa.

Bosher souligne que la première réaction du *Monde* et de l'opinion publique en France à l'intrusion manifeste de de Gaulle dans les affaires canadiennes a d'abord été négative ; selon un sondage, 18 % l'approuvait et 45 % la désapprouvait. L'opinion française commença à changer lorsque le lobby du Québec en France s'empressa de propager l'idée que de Gaulle était venu proclamer la liberté à un peuple français d'Amérique, opprimé par le Canada anglais. L'auteur qualifie de faible et de confuse la réponse du gouvernement canadien dans cette affaire.

L'auteur aborde ensuite l'action du gouvernement français en Acadie. L'intérêt de la France pour les Acadiens fut réanimé au début des années 1960 par la visite d'activistes français en Acadie dont le plus connu est Philippe Rossillon. C'est lui qui a orchestré la visite en France et à l'Élysée en 1968 de quatre personnalités acadiennes, visite suivie par une aide de la France au quotidien *L'Évangéline*, par l'octroi de bourses d'études, de dons de livres et l'envoi annuel de quelques coopérants français. Rien de bien subversif ni d'alarmant pour